

La FSU en ordre de bataille

Face à une « rentrée particulière, sans gouvernement et sans ministre », la centrale syndicale oppose la logique financière du gouvernement à sa vision d'une « école émancipatrice » dont l'avenir semble de plus en plus bouché. Un préavis de grève est déjà déposé.

Puisque c'est toujours agréable de commencer par les bonnes nouvelles, le cosécraire départemental de la Fédération syndicale unitaire (FSU) locale, Christian Picard, a salué l'engagement de la Région Réunion en faveur d'environ 6 500 lycéens engagés en filière professionnelle. La collectivité a effectivement voté en mai dernier une aide aux établissements pour l'acquisition des Équipements de protection individuelle (EPI), des tenues professionnelles spécifiques ou des équipements individuels (outils, mallette, boîte à outils...), nécessaires à la formation des élèves et dont le coût moyen est estimé à 260 euros.

Pour le reste, il faudra repasser. Manque d'enseignants, d'AESH, d'infirmiers ou d'assistante sociale, réformes décriées, gel des salaires... « On est sans ministre, sans gouvernement et sans interlocuteur, mais les problématiques n'ont pas changé ».

À l'heure où des plans d'austérité à coup de 10 milliards d'euros sont annoncés coup sur coup, la dépense publique paraît effectivement plus que jamais dans le viseur. Gouvernement ou pas. « On se dirige vers un manque crucial d'enseignants d'ici 2030, avec près de 520 000 postes manquants », alerte Christian Picard. « C'est un tiers des effectifs actuels, tous degrés confondus », complète Pierre Fourmy, trésorier du SNES-FSU Réunion.

Dans les interlignes des différentes revendications, qui varient peu d'une rentrée à l'autre depuis quelques années, se dépeignent

en contre-jour deux visions partiellement opposées de l'école. « On défend une école émancipatrice, gratuite et obligatoire pour tous jusqu'à 18 ans. On se retrouve logiquement en décalage sur toutes les réformes, et nous n'avons aucun interlocuteur à la tête du ministère pour en discuter ».

Et aux syndicats enseignants de s'interroger sur les objectifs affichés du fameux « choc des savoirs » porté par Gabriel Attal, alors ministre de l'éducation, à la rentrée dernière. « Un genre plus un budget qu'une classe d'âge ou un système éducatif. Mais la rentrée n'est pas qu'un coût, c'est d'abord un investissement pour demain ». Avec en filigrane la question de tout parent : « qu'est-ce que nous voulons pour nos enfants ? ».

« Bâti scolaire vétuste et délabré »

Exit par exemple le vivier de titulaires remplaçants, pour assurer la présence d'un enseignant devant chaque élève de l'île au primaire. « Il y a cinq pôles qui comptent chacun une cinquantaine de remplaçants à la rentrée. Soit environ 250 au total », détaille Béatrice Ben Hamouda, cosécraire du SNUipp974.

« À dix jours de la rentrée, l'ensemble des remplaçants sont déjà affectés à des postes à l'année sur trois pôles. Et les deux autres pôles sont en tensions ». Même tableau dans le



Une journée de grève est annoncée par le SNUipp pour le 10 septembre prochain, alors que la FSU Territoriale a déposé un préavis de grève pour l'ensemble du mois de septembre (Photo Emmanuel Grondin).

secondaire, où tout fonctionne à « flux tendu ». Avec une certitude déjà, les remplacements pour des arrêts de quelques jours ne pourront pas être assurés...

Et les exemples se multiplient, et ne se cantonnent d'ailleurs pas qu'à la salle de classe. « L'initiative de la cantine à 1 euro portée par la Région est à saluer. Mais les demandes ont augmenté en conséquence, sans qu'il y ait plus d'agents ou de surface d'accueil », insiste Christian Picard. « Le bâti scolaire aussi est dans son ensemble vétuste et délabré, et les

constructions nouvelles sont insuffisantes. Nous avons déjà sonné l'alerte sur ce sujet », ajoute Béatrice Ben Hamouda, pour le premier degré.

Quid de l'école émancipatrice, dans un contexte de « crise du recrutement » et avec la lecture très sombre de l'évolution de la situation pour les années à venir que livre la FSU ? « Si un tiers des enseignants vient à disparaître, il va peut-être falloir faire disparaître les élèves qui étaient en face... Nous souhaitons une école obligatoire jusqu'à 18 ans, elle est aujourd'hui à 16 ans. Qui dit que demain elle ne va pas passer à 14 ans ? », interroge Pierre Fourmy qui relève également que « Parcourez déjà un moyen de limiter l'accès aux études supérieures ».

Au syndicaliste de pointer alors

le gouffre entre les établissements privés « bien mieux dotés que les établissements publics, avec parfois des écarts très importants au national même si ce n'est pas significatif sur l'île ». Deux mondes, deux logiques et peut-être le triste modèle d'une école à deux vitesses bientôt généralisée.

Face aux inquiétudes qui pèsent sur le système éducatif et les services publics en général, la FSU Territoriale a donc déposé un préavis de grève courant du 1er au 30 septembre, en vue « d'organiser les mobilisations nécessaires au bon fonctionnement du service public local : recrutements statutaires, augmentation des salaires, conditions de travail et moyens budgétaires ».

Un rassemblement aura également lieu à l'appel du SNUipp

devant le rectorat ce mardi 10 septembre en marge d'un appel à une journée de grève dans le premier degré, et alors que la centrale syndicale appelle au boycott des évaluations nationales des élèves qui se sont étendues à tous les niveaux en primaire depuis la rentrée. « L'école est un secteur d'inclusion et de progression quand elle s'adresse à tous de la même manière. Il faut que les moyens soient mis en ce sens, sinon que vont devenir les élèves mis à l'écart dans cette logique de séparation des niveaux défendue par le gouvernement ? ».

Avec la nomination de Michel Barnier à Matignon, reste à savoir qui sera appelé au tableau rue de Grenelle pour répondre à la question.

D.K.

SAINTE-ROSE

La bonne élève des économies d'énergie

Sainte-Rose donne l'exemple selon la SPL Energies Réunion, avec des diagnostics systématisés d'économie d'énergie et des bons d'achat pour l'acquisition d'électroménager moins consommateur d'électricité.

Si c'était seulement le maire qui l'affirmait, on aurait des raisons de s'en méfier. « Sainte-Rose est un exemple en matière de maîtrise de l'énergie et de lutte contre la précarité énergétique », assure Jean-Pierre Chabrier, conseiller régional et président de la SPL Energies Réunion.

Après le quartier de Bois-Blanc, la municipalité a poursuivi son opération « économie d'énergie » à Piton-Sainte-Rose. L'opération consiste d'une part à aider les habitants à faire des économies d'énergie et à améliorer le confort thermique de leurs habitations.

Des bons de 150 à 250 €

La SPL Energies Réunion, présente mercredi aux côtés du maire, Michel Vergez et de ses élus, se charge du diagnostic avec son service Sisme (service local d'intervention à la maîtrise de l'énergie), et porte le dispositif éconodidaire d'aide à l'acquisition d'un chauffe-eau solaire. Le CCAS



La commune et la SPL Energie ont distribué les bons et fait le point sur une opération qui a touché près de 280 foyers du quartier de Piton-Sainte-Rose.

de la commune intervient pour identifier les ménages éligibles et préparer les diagnostics.

Ainsi, 488 prévisites ont été réalisées par le CCAS, débouchant sur 278 diagnostics, une proportion importante au regard du nombre d'habitants. La commune ajoute à ces conseils en économies d'énergie des bons d'achat pour l'acquisition d'appareils électrodomestiques

les moins consommateurs d'énergie, de 150 à 250 €. Un total de 140 bons a ainsi été attribués.

« Nous sommes fiers de lancer cette initiative qui non seulement aide nos résidents à réduire leurs factures d'énergie, mais aussi à adopter des pratiques plus durables », souligne le maire de Sainte-Rose, Michel Vergez.

S.F.